

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

18 novembre 2016

ÉGALITÉ ET CITOYENNETÉ - (N° 4191)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

**AMENDEMENT**

N° 715

présenté par  
M. Pupponi

-----

**ARTICLE 22**

Supprimer les alinéas 11 à 16.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les communes contribuent majoritairement à la construction de logements sociaux sous diverses formes : fourniture de terrains à titre gracieux ou à l'euro symbolique, viabilisation des terrains mis à disposition, apports des financements nécessaires à la réalisation des opérations et prise en charge des garanties d'emprunts des organismes HLM.

Alors que la responsabilité et l'engagement financier continueront à incomber aux communes (seuil minimal d'obligation de logements sociaux et prélèvements), ce sont les intercommunalités qui se verront transférer l'ensemble des attributions des logements ainsi que l'exercice de la compétence habitat pour un certain nombre d'entre eux.

Les maires doivent être en capacité de répondre à la demande de leurs habitants et de mettre en œuvre leur politique de peuplement, dans le respect des orientations du PLH et des principes de mixité sociale.

En outre, il est important que le maire d'une commune avec un QPV puisse empêcher que sa ville se paupérise davantage.

La perte de la voix prépondérante du maire au sein des commissions d'attribution au profit du président d'EPCI aurait pour conséquence un désengagement des communes dans la construction de logements sociaux, objectif contraire à celui recherché.